

Les gauchistes et la question de la participation dans les universités

Philippe Buton

L'auteur

Philippe Buton, agrégé d'histoire, est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Reims. Ses travaux portent sur l'histoire du communisme, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et, plus récemment, l'histoire de l'extrême gauche. Son dernier ouvrage paru est Philippe Buton, Marc Michel (dir.), *Combattants de l'Empire. Les troupes coloniales dans la Grande Guerre* (Paris, Vendémiaire, 2018) et son ouvrage *Histoire du gauchisme en France* est annoncé chez Perrin en 2019.

Résumé

Si la gauche parlementaire accepte de participer à la gestion des universités, prévue par la loi Edgar Faure de 1968, la totalité de l'extrême gauche le refuse mais pas toujours pour les mêmes raisons. Certains considèrent la loi comme réformiste, tandis que d'autres la perçoivent comme réactionnaire, voire fasciste. Mais cette condamnation de la loi renvoie également à trois autres éléments : la vision gauchiste de la lutte des classes, de la démocratie et, enfin, de l'Université elle-même. En dernière instance, le comportement majoritaire des groupes gauchistes témoigne de la croyance dans la rapide venue de l'échéance révolutionnaire.

Mots clés : Université, extrême gauche, maoïstes, trotskystes, anarchistes.

Abstract

While the parliamentary left agreed to participate in running universities as provided by the Edgar Faure law of 1968, the entirety of the far left refused to do so, albeit not always for the same reasons. Some saw the law as reformist in spirit while others perceived it as reactionary and even fascist. But three other elements also informed these condemnations of the law: the leftist vision of class struggle, democracy and, finally, the university itself. In the last analysis, the majority behavior of leftist groups reflected their belief in the imminence of revolution.

Key words : university, far left, Maoists, Trotskyists, anarchists.

Pour citer cet article : Philippe Buton, « Les gauchistes et la question de la participation dans les universités », *Histoire@Politique*, n° 37, janvier-avril 2019 [en ligne]

Une des réponses gaullistes à la crise de Mai 68 fut la réforme universitaire impulsée par Edgar Faure. Grâce à la loi du 12 novembre 1968, la totalité de la communauté universitaire – y compris les étudiants – vote désormais pour élire des représentants qui géreront l'Université. C'est à la fois la fin du pouvoir exclusif des professeurs d'université et le remplacement d'un système administratif imposé par un autre système basé en partie sur la concertation et la participation des étudiants à la prise de décisions. Il est difficile de ne pas percevoir ces modifications comme un pas en avant dans la démocratisation de l'Université. Rude défi pour les partisans du tout ou rien. Les organisations d'extrême gauche vont-elles participer à la gestion des universités, quitte à donner quitus à l'ouverture gouvernementale proclamée ?

En effet, le gauchisme n'était qu'un acteur secondaire avant les événements du printemps 1968 ; il est désormais devenu une importante composante du débat social et politique. Mais ce terme de « gauchisme » recouvre deux réalités différentes, même si elles s'entrecroisent. En premier lieu, il désigne le mode d'expression de la volonté de changement d'« une jeunesse que l'avenir inquiète trop souvent » pour reprendre les termes d'une célèbre affiche de Mai 68, une somme de pratiques et d'idées plus ou moins systématisées, mais qui se positionnent globalement en opposition avec la société de l'époque. En second lieu, le terme désigne l'ensemble des groupes politiques qui, eux, possèdent un corps de doctrines bien élaboré, un clair positionnement idéologique et une somme de pratiques légitimées. Tous ces éléments sont divers selon les groupes, ne recoupent que partiellement les volontés de la génération tout entière, mais tous convergent dans une posture révolutionnaire intransigeante ; il ne convient pas d'améliorer le système, mais de le renverser.

Dans cet article, nous n'examinerons que le second aspect, le gauchisme politique, celui des organisations nées ou devenues puissantes autour de 1968. Si l'on met de côté les petits groupes très marginaux (par exemple les partisans d'Amadeo Bordiga [*Le prolétaire* édité par le Parti communiste international] ou d'Anton Pannekoek [*Pouvoir ouvrier*]), quatre sensibilités s'offrent aux regards. Par ordre d'importance croissante (en termes de militants et de sympathisants), nous rencontrons d'abord la nébuleuse anarchiste. Dans l'immédiat post-68, seule la Fédération anarchiste (qui édite le mensuel *Le Monde libertaire*) représente une véritable organisation. Le deuxième courant est l'ensemble maoïste, divisé en deux groupes principaux à ce moment. D'une part la Gauche prolétarienne et son journal généralement quinzomadaire *La Cause du Peuple* qui, dans le couple Peuple-Parti, insistent sur le premier terme, sur sa spontanéité et sur la nécessité de la violence immédiate. D'autre part le Parti communiste marxiste-léniniste de France (créé en décembre 1967, interdit en juin 1968) et son hebdomadaire *L'Humanité rouge* qui privilégient le terme « Parti » et n'envisagent le recours à la violence que lorsque les conditions de l'affrontement seront réunies. Le troisième courant est la sensibilité trotskyste, elle aussi très divisée. Si l'on met de côté les groupes les plus confidentiels (tels les partisans de Posadas [*Lutte communiste* éditée par le Parti communiste révolutionnaire] ou de Pablo [*L'Internationale*]), la scène trotskyste est occupée par trois groupes : celui dirigé par Pierre Frank (la Ligue communiste [créée en avril 1969] et son quinzomadaire puis hebdomadaire *Rouge* [septembre 1968]), celui de Pierre Lambert (l'Organisation communiste internationaliste [OCI] et son hebdomadaire *Informations ouvrières*) et enfin celui de Robert Barcia (l'Union communiste internationaliste et son hebdomadaire *Lutte ouvrière* [juin 1968]). Le dernier groupe de notre kaléidoscope est à la fois le plus puissant et le plus fragile ; il s'agit du Parti socialiste unifié, un parti créé en 1960. Si tous les groupes que nous avons précédemment mentionnés comptent leurs militants et sympathisants en

milliers, les seuls adhérents du PSU sont, après le printemps 1968, aux environs de 15 000¹. Mais ce parti, qu'on ne saurait qualifier d'extrême gauche avant 1968, enregistre, certes, un vigoureux processus d'extrémisation après 1968, mais également une grande fragmentation de ses rangs en de nombreuses fractions et une nette tendance à la diminution de ses effectifs².

Pour étudier tous ces groupes du gauchisme politique, nous nous concentrerons sur leur presse. Non seulement parce que tous en possèdent une, mais surtout en raison de son importance. En effet, ces organisations sont avant tout des productrices de papier car toutes, même les anarchistes, font leur le principe de Lénine selon lequel publier un journal est la tâche prioritaire parce que celui-ci constitue un « organisateur collectif ». Ainsi vivifiées par 1968 – le gauchisme politique (PSU non compris) regroupe quelques milliers de jeunes avant 1968, plusieurs dizaines de milliers après –, ces organisations refusent la participation offerte par la loi Edgar Faure. Encore convient-il d'examiner les modalités du refus de cette participation car tous les groupes gauchistes ne refusent pas de participer pour les mêmes raisons. Cela nous permettra d'éclairer la nature, également différenciée de ces organisations, et jettera aussi quelques lueurs sur la société française post-68.

En dernière instance, la question qui s'impose à tout observateur de cette période est simple : l'engouement pour la réforme va-t-il tuer l'enthousiasme révolutionnaire ?

Participation ou abstention ?

Premier constat : à ce moment, participer ou non aux élections universitaires distingue la gauche de l'extrême gauche, autrement dit dans la configuration de l'époque, les communistes et les gauchistes, puisque les socialistes sont alors totalement absents de la scène universitaire étudiante et politique. Pour les premiers, la réforme gouvernementale représente un acquis du mouvement de mai. Elle est imposée à la droite et offre de nouveaux moyens aux forces progressistes. Le Bureau politique du PCF déclare ainsi dans sa séance du 14 novembre 1968 : « le gouvernement a été contraint d'adopter certaines mesures positives, ce qui témoigne du résultat des luttes du printemps³ ». D'où la décision de la direction du parti de participer aux nouvelles élections universitaires et, puisqu'il ne peut pas récupérer la direction de l'UNEF, d'organiser une scission de celle-ci. Des listes UNEF-Renouveau se présentent ainsi aux élections de 1969 : la scission est consommée même si, formellement, les deux UNEF n'apparaissent qu'en 1971. Et la direction du Parti se félicite du résultat des élections universitaires :

« Les gauchistes sont mis en échec. Leur boycott n'a pas réussi à empêcher les élections et leur système provocation répression réussit de moins en moins.

¹ « Les effectifs du PSU », *Bulletin mensuel de la Direction centrale des Renseignements généraux*, n° 148, mars 1969

² Pour plus de développements sur ce point, cf. Philippe Buton, « Le PSU et l'extrême gauche », dans Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin, Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Histoire », 2013, p. 183-196.

³ Relevé de décisions du Bureau politique du PCF, 14 novembre 1968. Archives départementales Seine-Saint-Denis.

Cependant, ils conservent des possibilités de manœuvre et de provocation d'autant que les thèses gauchistes ne sont pas encore liquidées⁴. »

Face à cette volonté communiste de participation, les révolutionnaires sont unanimes dans leur refus. Même le PSU, qui dirige encore l'UNEF, partage cette option radicale du boycott des élections. Mais les motivations gauchistes du refus de la participation sont multiples, certaines se situant dans la caractérisation de la loi elle-même, d'autres dépassant largement celle-ci.

Pour dénoncer la loi Edgar Faure, trois reproches majeurs sont formulés : au gré des diverses publications, celle-ci serait réformiste, réactionnaire, voire fasciste.

Le péché réformiste

La première raison du refus de la participation est le rejet du réformisme universitaire. De fait, l'historien s'aperçoit qu'après mai 1968, la scène universitaire n'est pas polarisée par l'alternative réaction-changement ou conservation-changement. L'alternative est bien réforme ou révolution ? Dans la trilogie virtuelle conservation-réforme-révolution, la première option est parfaitement inaudible. Elle est défendue par la droite gaulliste, et les Comités de défense de la République (CDR) dénoncent Edgar Faure et ses réformes. Mais tous ces propos conservateurs apparaissent très minoritaires. D'où le fait que l'ennemi principal, pour l'extrême gauche, n'est pas le camp de la réaction mais bien celui de la réforme. Dès son premier numéro, *La Cause du Peuple* dénonce « la gauche réformiste et révisionniste » qui présente la loi Faure comme « une victoire des luttes de mai » alors que, poursuit le journal, « nous disons nous que la participation est un contre-feu à l'incendie de mai⁵ ». Sur ce point, la position la plus argumentée est celle présentée par le principal journal révolutionnaire de l'époque, *Rouge*. Pour ces militants de la IV^e Internationale, ce n'est pas la réforme qui est en cause, c'est la façon dont elle a été obtenue : « Un mot d'ordre n'est pas réformiste ou révolutionnaire en soi, pas plus qu'une victoire. Le seul critère est de savoir s'il permet de faire évoluer le rapport de force en faveur du mouvement. » Les trotskystes de *Rouge* ont bien vu le danger qui guette les jusqu'au-boutistes : l'isolement. L'article souligne les dangers de cette participation prévue par la loi Faure :

« "participation des intéressés à leur destin" dit-on. En vérité isolement politique des enragés par la récupération politique de tous ceux qui croient à une collaboration honnête avec le gouvernement. Les délégués cautionneront les décisions administratives et les rétifs ne seront plus que trublions refusant le respect de la majorité étudiante⁶ ».

Toutefois, ce premier motif du refus de la loi Faure demeure marginal car la réforme d'Edgar Faure est principalement dénoncée comme une loi non pas réformiste mais bien réactionnaire.

La tache réactionnaire

La première preuve de ce caractère réactionnaire renvoie à la présence de personnalités non universitaires dans les conseils de gestion. Dans l'imaginaire

⁴ Relevé de décisions du Bureau politique du PCF, 27 février 1969. Archives départementales Seine-Saint-Denis.

⁵ *La Cause du Peuple*, n° 1, novembre 1968.

⁶ *Rouge*, n° 4, 29 octobre 1968.

politique du temps, les personnalités extérieures ne peuvent être que des représentants patronaux et ils ne peuvent siéger que pour de mauvaises raisons.

La loi Faure voudrait modeler l'Université selon les besoins du capital. *La Cause du Peuple* est la plus synthétique : « Derrière la réforme, il faut d'abord voir la tentative des grands patrons pour s'assurer le contrôle direct de la formation à l'université : ainsi les "représentants de l'industrie" siégeront désormais aux conseils de gestion, ce qui leur assurera le contrôle des programmes, des cours, des examens.⁷ » Il est intéressant d'observer que le journal maoïste relie cette innovation de la loi Faure au récent incident qui vient de survenir à Nanterre, et qu'il illustre en reproduisant un tract du Comité d'action d'histoire de Nanterre. À l'origine, raconte l'article, il y a la découverte de la présence de deux ingénieurs de Dassault pour participer au jury de doctorat d'un étudiant, de surcroît lieutenant-colonel d'aviation. Cette immixtion du capital, présentée comme anticipation de la loi Faure, est jugée inacceptable. Les membres des Comités d'action envahissent alors la salle d'examen, s'emparent des deux ingénieurs, les somment de s'expliquer sur leur présence, sur les cadences à Dassault, sur les raisons de l'absence au jury de représentants des travailleurs, puis les contraignent – l'article dit « mi-gré, mi-force » – à aller dans un amphî de 1 500 étudiants où ils sont pressés de questions diverses, notamment « pourquoi Dassault livre-t-il des avions au Portugal, à l'Afrique du Sud et à Israël ? ».

Les choses auraient pu mal tourner car les étudiants apprennent alors que deux militants des Comités d'action ont été arrêtés la veille par la police lors d'une distribution de tracts. Il est donc décidé de séquestrer les deux ingénieurs jusqu'à la libération de leurs camarades. Ceux-ci sont relâchés dans la soirée et les cadres de Dassault sont alors libérés. Le plus inquiétant reste le chapeau de présentation du tract des apprentis historiens de Nanterre. On lit :

« Distribué à la sortie des usines Dassault, (ce tract) fut accueilli chaleureusement par les ouvriers et de nombreux cadres ; leur seul regret : il aurait fallu séquestrer plus longtemps "leurs ingénieurs" ou même leur appliquer des mesures plus "expéditives" ; les étudiants ont eu la main bien légère avec ces valets du grand capital⁸. »

La perception de la loi Faure comme dictée par le patronat est reprise par la tendance lambertiste des trotskystes : « "Nous ne participerons pas à la gestion." Nous ne serons pas les chiens de garde du capital », proclame ainsi le journal de l'OCI⁹. Mais leurs attendus sont très différents de ceux de leurs concurrents maoïstes. Reprenant, sans y changer un iota, l'affirmation de 1938 de Trotsky selon laquelle les forces productives auraient cessé de croître, l'OCI en conclut à une sorte d'appauvrissement régulier des pays capitalistes et à une déqualification systématique de la jeunesse. Les étudiants ne seraient pas des futurs cadres mais des futurs chômeurs. Pierre Lambert écrit :

« Il est faux de prétendre actuellement que l'avenir de l'étudiant dans sa masse sera de former les cadres du système d'exploitation. (...) La réalité, c'est l'avenir bouché des jeunes étudiants, comme des jeunes ouvriers. C'est le chômage, pour les uns et les autres, c'est l'exclusion des étudiants en majorité de l'Université et des jeunes ouvriers de la qualification professionnelle. C'est la déchéance de la jeunesse¹⁰. »

⁷ *La Cause du Peuple*, n° 3, février 1969.

⁸ *La Cause du Peuple*, n° 2, décembre 1968.

⁹ *Informations ouvrières*, n° 401, 2 octobre 1968.

¹⁰ *Informations ouvrières*, n° 400, 4 septembre 1968.

Cette vision à la fois économiste et catastrophiste pousse l'OCI à s'arc-bouter sur une intervention universitaire très défensive, très syndicaliste. Tel est le fondement de leur souci de défendre l'UNEF dans sa nature traditionnelle au lieu de vouloir soit la remplacer par les seuls Comités d'action, comme le souhaitent certains maoïstes, soit fusionner ces deux éléments (UNEF et Comités d'action) comme le veulent l'autre partie des maoïstes, les militants de *Rouge* et le PSU.

Enfin, pour certains, la loi Faure serait tout bonnement fasciste.

La macule fasciste

Telle est l'analyse de la principale organisation maoïste en 1969, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF). Son journal légal *L'Humanité rouge* écrit en février 1969 : « Prendre part aux élections universitaires, c'est toujours tomber dans le piège de la participation et de l'association, ces vieilles recettes fascistes pour éliminer la lutte des classes¹¹. » Le journal reprend la même analogie historique deux mois plus tard : « Le pouvoir des monopoles, sorti affaibli de la grande tempête révolutionnaire de mai-juin est bien décidé à ne plus se retrouver au bord du même précipice. Aussi il a ressorti tout droit des tiroirs de Mussolini et Franco la participation, 3^e voie entre le capitalisme et le socialisme¹². » En fait, il ne faut pas attacher trop d'importance à cette qualification fasciste de la loi Edgar Faure car, à ce moment-là, le PCMLF voit du fascisme et de la fascisation partout, y compris dans le référendum sur la régionalisation¹³. Or, aux regards des précédents historiques, un fasciste qui démissionne parce qu'il perd un référendum est pourtant un phénomène assez original.

À ces trois refus intrinsèques de la loi s'ajoutent trois raisons extrinsèques qui renvoient à la vision gauchiste de la lutte des classes, de la démocratie et, enfin, de l'Université elle-même.

Résister ou collaborer ?

Pour les groupes d'extrême gauche, la loi Faure serait un test ; le vrai projet serait d'introduire cette participation dans les entreprises pour étouffer la révolte ouvrière. La première livraison de *La Cause du Peuple* est claire : elle comporte un article sur le projet de réforme à l'Université avec comme intertitre « Saboter la participation ou collaborer ? ». Quelques pages plus loin, est publié un autre article dédié à la participation dans les entreprises avec comme titre « Seuls les traîtres participeront !¹⁴ »

Accompagnant cette exaltation de la lutte des classes, on relève aussi tout un discours significatif sur la démocratie ou, plus exactement, sur le piège démocratique.

Le piège démocratique

Dans le premier article de fond consacré à la question universitaire, *Rouge* s'attaque ainsi à ce qu'il appelle « le mythe de la représentativité ». Le texte observe : « Face à cette politique de participation, il est vraisemblable que les militants étudiants ne seront pas toujours majoritaires dans les AG où affluent la faune des studieux [sic],

¹¹ *L'Humanité rouge*, n° spécial, 27 février 1969.

¹² *L'Humanité rouge*, n° 10, 24 avril 1969.

¹³ Non au référendum de fascisation, affiche reproduite dans *L'Humanité rouge*, n° 8, 10 avril 1969.

¹⁴ *La Cause du Peuple*, n° 1, novembre 1968.

des "apolitiques", des réactionnaires de tout poil¹⁵. » Un esprit chagrin ferait remarquer que cette incertitude est à la base même de l'exercice démocratique. Mais ce serait méconnaître le fait que pour l'extrême gauche, la démocratie n'est pas une valeur absolue à l'Université, car les étudiants ne sont pas une classe révolutionnaire. Au contraire même puisque le texte amorce son propos par cette phrase sans équivoque : « L'Université est l'instrument par lequel la bourgeoisie forme et recrute ses futurs cadres et chiens de garde. » Par conséquent, la démocratie ne peut régenter que les rapports au sein des étudiants qui se situent sur les positions de la classe ouvrière, autrement dit les étudiants révolutionnaires. Pour le reste, au sein de la masse étudiante, les révolutionnaires doivent utiliser les armes offertes par la démocratie tout en refusant de se soumettre à ses contraintes. D'où la décision tactique de *Rouge* d'appeler au boycott des élections et de proposer, en contrepartie, des élections de délégués du mouvement contestataire étudiant par le biais des Assemblées générales. La Gauche prolétarienne maoïste (GP) développe une thématique assez proche en condamnant la participation en tant que décalque universitaire de la démocratie dite bourgeoise. Un intertitre d'un article de *La Cause du Peuple* consacré aux luttes étudiantes est explicite : « démocratie de masse contre participation bourgeoise¹⁶ ». On trouve ici la base théorique d'une des pratiques de la GP qui consiste à empêcher physiquement les élections universitaires en détruisant les urnes, comme à Vincennes.

Enfin, l'ultime motivation du refus de la participation est tout simplement le caractère intrinsèquement réactionnaire, et donc irréformable, de l'Université.

“Ne dis pas : Monsieur le Professeur ; dis crève charogne !”

Si cette dernière problématique est parfaitement étrangère à la propagande lambertiste, elle éclate dans la majorité de la propagande gauchiste qui remet en particulier en cause la neutralité à la fois de la science et du savoir.

Pour les anarchistes, le principal journal anarchiste de l'époque, *Le Monde libertaire*, écrit en janvier 1969 :

« La lutte doit être menée sur deux fronts. Le premier, le plus spectaculaire, est celui du combat contre la répression objective, les flics. Le second, plus efficace peut-être, est celui du combat contre les profs et la répression quotidienne et interne au milieu étudiant. Ne voit-on pas à nouveau fleurir sur les murs de la Sorbonne et de Nanterre : “Ne dis pas : Monsieur le Professeur ; dis crève charogne !”¹⁷ »

Le propos est un peu plus élaboré du côté des maoïstes. Relevons d'abord la position de principe exprimée par le premier numéro de *La Cause du Peuple* en novembre 1968 : « Nous refusons en mai d'être formés de force au service du capital ; nous refusons de l'être aujourd'hui de bon gré¹⁸. » Puis les militants décortiquent l'*habitus* universitaire :

« La bourgeoisie, en monopolisant à son profit le savoir, l'a rendu stérile, mort, livresque, académique. La moitié des disciplines enseignées ne présentent aucun intérêt. (...) Les difficultés à comprendre la langue compliquée des profs avantage les étudiants qui sortent des milieux bourgeois. Les examens ne vérifient en fait aucune

¹⁵ *Rouge*, n° 3, 16 octobre 1968.

¹⁶ *La Cause du Peuple*, n° 2, décembre 1968.

¹⁷ *Le Monde libertaire*, n° 147, janvier 1969.

¹⁸ *La Cause du Peuple*, n° 1, novembre 1968.

connaissance réelle : ils vérifient si on a bien appris les marottes des profs, si on a bien lu les différentes publications dont ils tirent leurs revenus¹⁹. »

Et, après d'autres exemples, la conclusion est clairement maximaliste : « Refuser la participation signifie ainsi refuser de participer à l'Université et au savoir bourgeois, remplacer les vieux cours par les discussions politiques sur les questions qui intéressent les travailleurs²⁰. »

Sur cette question du caractère réformable ou non de l'Université bourgeoise, là où les maoïstes développent une position maximaliste clairement issue de leur perception de la Révolution culturelle chinoise, les trotskystes de la tendance Mandel reprennent, eux, la recette du programme de transition de Trotsky (1938). Ils proposent des réformes qui, en principe, sont réalisables mais qui en réalité sont inacceptables, ce qui permettrait, pensent-ils, aux masses réformistes de naturellement muer en masses révolutionnaires. Les réformes proposées sont alors au nombre de deux : l'instauration du collège unique lors des élections universitaires, ce qui signifierait que les représentants enseignants seraient élus par les étudiants, et la demande d'instauration du « contrôle ouvrier sur l'enseignement et la formation », ce qui évidemment est pour le moins difficile à obtenir dans un régime capitaliste²¹.

Une victoire à la Pyrrhus

La bataille sur la participation s'achève, pour les gauchistes, par une victoire à la Pyrrhus. Tous les groupes – même les moins radicaux – refusent de participer aux élections, et ils rallient sur cette position une forte minorité d'étudiants (44 % d'abstention au total) et la majorité des étudiants des départements de lettres et de sciences humaines : l'abstention est de 69 % à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand et à celle de Strasbourg, de 63 % à celle de Bordeaux, de 62 % à celle d'Amiens, de 59 % à celle de Lille, de 56 % à celles de Besançon et de Nanterre, de 53 % à celle de Lyon et de 50 % à celle de Chambéry²², et le ministère aura besoin de trois ans et demi pour faire élire tous les conseils prévus par la nouvelle loi²³. Ce résultat est le produit de deux phénomènes. D'une part le désintérêt croissant d'un certain nombre d'étudiants pour la vie concrète de l'Université, phénomène particulièrement fort dans le secteur des Lettres et des Sciences humaines. Le deuxième phénomène est effectivement l'action de l'extrême gauche, comme le relèvent certains préfets et il est exact que les bastions abstentionnistes et les places

¹⁹ *La Cause du Peuple*, n° 3, février 1969.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Rouge*, n° 5, 13 novembre 1968.

²² Cf. respectivement Rapport mensuel de la Direction de la sécurité militaire (DSM), mars 1969. Archives Service historique de la défense (SHD), 2 S 26 ; Lettre du Préfet du Puy-de-Dôme au ministre de l'Intérieur, 3 avril 1969, AN 19770128/204 ; Lettre du Préfet du Bas-Rhin au ministre de l'Intérieur, 29 mars 1969, AN 19770128/205 ; Lettre du Préfet de la Gironde au ministre de l'Intérieur, 18 avril 1969, AN 19770128/200 ; Lettre du préfet de la Seine-Maritime au ministre de l'Intérieur, 6 mars 1969, AN 19770128/208 ; Lettre du Préfet du Nord au ministre de l'Intérieur, 25 avril 1969, AN 19770128/204 ; Lettres du préfet du Doubs au ministre de l'Intérieur, 31 mars 1969, AN 19770128/199 (le taux serait de 59% selon sa lettre du 10 décembre 1968, AN 19770128/186), Rapport mensuel de la DSM, mars 1969. Archives SHD, 2 S 26 ; Lettre du Préfet du Rhône au ministre de l'Intérieur, 17 avril 1969, AN 19770128/205 ; Lettre du Préfet de la Savoie au ministre de l'Intérieur, 15 février 1969, AN 19770128/206.

²³ « L'application de la loi d'orientation... », *Bulletin mensuel de la Direction centrale des Renseignements généraux* (DCRG), juin 1971.

fortes du gauchisme se recoupent largement²⁴. Mais cette première victoire va coûter cher. En boycottant les nouvelles institutions, les organisations les plus extrémistes se privent par avance de tous les leviers de propagande induits par cette présence dans les diverses instances créées par la réforme Edgar Faure et dont, pour l'instant, seuls profitent les communistes qui vont, lentement mais réellement, refaire une partie du chemin perdu.

En dernière instance, c'est tout le problème de l'agenda révolutionnaire qui explique le comportement des groupes gauchistes. Le courant militant majoritaire, prenant ses rêves pour la réalité, croit à la survenue rapide d'un nouveau Mai 68, mais réussi. *La Cause du Peuple* affirme ainsi que le réformisme n'existe plus chez les étudiants :

« Les masses d'étudiants en sont arrivés à ce degré de conscience politique où elles concentrent le feu des discussions sur les acquis de mai, les formes, les méthodes concrètes de la révolution en France. (...) La peur de la répression, les tentatives réformistes ou gaullistes de corrompre le mouvement sont largement mises en déroute²⁵. »

Le leader des étudiants trotskystes, Daniel Bensaïd, invite à une révolution à très court terme en affirmant que « l'Histoire nous mord la nuque²⁶ ». Pour le courant militant majoritaire, au moins jusqu'en 1973, l'échéance révolutionnaire est proche. Avec cette perspective immédiate en tête, il est clair que l'ennemi principal de la révolution, c'est bien la réforme, l'illusion qu'on puisse radicalement changer les choses de façon pacifique.

Mais travailler comme nous l'avons fait sur la presse gauchiste rend cette reconstruction trop désincarnée. Il serait nécessaire d'examiner l'impact de cette propagande sur la masse des étudiants. À défaut d'une enquête approfondie, les éléments disponibles témoignent de la forte ambivalence du milieu étudiant. Le premier terme de celle-ci est bien la sympathie accordée aux révolutionnaires. De fait, dans l'immédiat post-1968, l'agitation se généralise – Pau est peut-être la seule Université à rester en-dehors de cette agitation²⁷ –, même si elle ne devient pas immédiatement massive, comme elle l'est dans quelques universités provinciales (avant tout Besançon et Grenoble), et dans trois universités parisiennes où, dès le début 1969, la police doit intervenir : Nanterre, la Sorbonne et Vincennes²⁸, bientôt rejointes par Jussieu et Censier. En fait, à la lecture des rapports des préfets, des inspecteurs des Renseignements généraux (RG) et des officiers de la Sécurité militaire, un constat s'impose : jusqu'en 1973, aucun mois n'est véritablement calme et les gauchistes peuvent avoir l'impression d'être « comme des poissons dans l'eau » au sein de l'Université. Mais, dans le même temps, un nombre important d'étudiants, y compris dans le secteur des sciences humaines, acceptent de participer aux élections, croient à leurs études et souhaitent trouver un métier à la fois intéressant pour eux et utile pour la société.

En fait, il convient de distinguer trois catégories parmi les étudiants. En premier lieu, on rencontre les militants, que les RG estiment à 1 % des étudiants, soit un ordre de

²⁴ Voir par exemple la lettre du Préfet du Bas-Rhin au ministre de l'Intérieur, 29 mars 1969, Archives nationales 19770128/205.

²⁵ *La Cause du Peuple*, n° 1, novembre 1968.

²⁶ Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004, p. 126.

²⁷ Lettre du préfet des Basses-Pyrénées au ministre de l'Intérieur, 17 décembre 1968, Archives nationales 19770128/191.

²⁸ Rapports mensuels de la Direction de la Sécurité militaire, novembre 1968 et février 1969. Archives du Service historique de la Défense, 2 S 26.

grandeur de 8 000 activistes puisqu'on compte 864 000 étudiants en 1972. En deuxième lieu, ceux que les premiers peuvent entraîner facilement, ceux que les RG appellent les « immédiatement mobilisables » et qu'ils chiffrent à 10 % des étudiants, soit environ 80 000 personnes²⁹. Enfin, la dernière catégorie est celle que les autorités ont du mal à percevoir, tout simplement la masse des étudiants que l'air du temps rend souvent perméables aux discours de leurs camarades extrémistes. De fait, l'ampleur de la contestation étudiante résulte du massif malaise existentiel qui interroge à la fois le sens profond de l'existence et les réalités déprimantes de la discipline et de l'enseignement traditionnel. Mais la formulation de cette contestation prend pour cadre privilégié une culture politique extrémiste alors hégémonique. C'est l'inconscient de la masse des étudiants qui, face à la propagande gauchiste, les rend souvent réceptifs, parfois hermétiques, mais jamais hostiles. C'est la conjonction de ces deux phénomènes qui détermine le *trend* de l'action contestatrice. En définitive, c'est son rôle de porte-voix générationnel qui confère au gauchisme sa puissance, à la fois impressionnante à court terme mais fragile à moyen terme.

²⁹ Estimation des Renseignements généraux citée dans le rapport mensuel de la Direction de la Sécurité militaire, janvier 1969, Archives du Service historique de la Défense, 2 S 26.